

LE BUS DES FEMMES

Association régie par la loi de 1901
58 rue des Amandiers
75020 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

LE BUS DES FEMMES

Association régie par la loi de 1901
58 rue des Amandiers
75020 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association LE BUS DES FEMMES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LE BUS DES FEMMES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association comptabilise des provisions pour couvrir les risques liés au personnel, tels que décrits dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par l'association pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen de la situation.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous vous signalons que les documents sur la situation financière ne nous ont pas été communiqués. Par conséquent, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Malakoff, le 14 mai 2025
Le commissaire aux comptes
IN EXTENSO IDF AUDIT

Cédric BURGUIERE
Associé

Caroline DORIZON
Associée

Bilan Actif	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissement Dépréciation	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Dotations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences logiciels et droits similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	297 887	122 408	175 479	16 432
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	46 314
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	0	0	0	(505)
Autres	3 342	0	3 342	3 228
TOTAL (I)	301 229	122 408	178 821	65 469
ACTIF CIRCULANT				
Stocn et en-cours				
Avance et acomptes versées sur commande				
Créances				
Créances clients, usagers et compte rattachés				
Créances reçu par legs ou donations				
Autres	382 122	0	382 122	549 325
Valeurs mobilières de placement	153	0	153	153
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	454 537	0	454 537	562 163
Charges constatées d'avance	0	0	0	1 028
TOTAL (II)	836 811	0	836 811	1 112 668
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 138 040	122 408	1 015 632	1 178 137

Bilan Passif	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Statutaires ou contractuelles		
Pour projet de l'entité		
Autres	6 873	6 873
Report à nouveau	(38 304)	(68 639)
Excédent ou déficit de l'exercice	48 722	30 335
Situation nette (sous total)	17 291	(31 431)
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	182 975	208 182
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	200 265	176 751
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	123 812	130 000
TOTAL (II)	123 812	130 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques	170 300	160 500
Provisions pour charges	2 755	2 755
TOTAL (III)	173 056	163 255
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	26 080	22 296
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	163 419	207 665
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0	2 170
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	329 000	476 000
TOTAL (IV)	518 499	708 131
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 015 632	1 178 137

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	80	50	30
Ventes de marchandises			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
Ventes de prestations de service	16 653	0	16 653
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	478 138	641 762	(163 624)
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels	4 525	3 222	1 303
Mécénats	15 000	19 000	(4 000)
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières	59 377	42 972	16 405
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 720	400	2 320
Utilisations des fonds dédiés	22 919	7 911	15 008
Autres produits	1 103	431	672
TOTAL (I)	600 515	715 748	(115 233)
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Achats de matière première	5 317	6 267	(950)
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	168 846	167 687	1 159
Aides financières	10 900	10 965	(65)
Impôts, taxes et versements assimilés	3 794	3 232	562
Salaires et traitements	257 069	232 245	24 824
Charges sociales	95 689	81 854	13 835
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	26 209	6 654	19 555
Dotations aux provisions	9 800	48 858	(39 058)
Reports en fonds dédiés	16 731	120 000	(103 269)
Autres charges	993	3 417	(2 425)
TOTAL (II)	595 348	681 181	(85 832)
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	5 167	34 567	(29 400)
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	3	2	2
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (III)	3	2	2
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (IV)	0	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3	2	2

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
Opérations faites en commun			
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	5 170	34 568	(29 399)
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	35 017	0	35 017
Sur opérations en capital	25 207	8 749	16 458
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
TOTAL (V)	60 224	8 749	51 475
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	16 672	12 983	3 689
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
TOTAL (VI)	16 672	12 983	3 689
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	43 552	(4 234)	47 786
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)	660 742	724 498	(63 756)
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	612 020	694 164	(82 143)
EXCEDENT OU DEFICIT	48 722	30 335	18 387
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	87 354	37 954	49 400
Prestations en nature			
Bénévolat	55 443	50 000	5 443
TOTAL	142 797	87 954	54 843
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens	87 354	37 954	49 400
Prestations en nature			
Personnel bénévole	55 443	50 000	5 443
TOTAL	142 797	87 954	54 843

DOCUMENTS DE SYNTHÈSE 2024

Comptes annuels
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Description de l'objet social, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'association « Le Bus des Femmes » a été créée en 1994 par des femmes prostituées de Paris associées à différents professionnels de santé, sous l'impulsion de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), dans le cadre de la lutte contre le Sida.

Depuis sa création, l'association répond à un objectif de promotion de la santé globale, au sens du préambule de la constitution de l'OMS, 1946 : « La santé globale est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne constitue pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

L'association porte une méthodologie de santé communautaire.

« La santé communautaire » fait partie intégrante de la santé publique en constituant une stratégie au sein des démarches de promotion de la santé. Sa spécificité est d'être populationnelle et non individuelle et de promouvoir et mettre en œuvre une vision globale et de proximité de la santé.

Elle est fondée sur plusieurs grands principes :

1. La santé est liée à un ensemble de facteurs (démographiques, géographiques, sociaux, économiques...) qui ne touche pas qu'un individu mais toute une population, i.e. une communauté ; ces facteurs sont répartis de manière inégale entre les territoires ;
2. La médecine, les systèmes de soins et les politiques publiques apportent rarement une approche suffisamment globale de la santé ;
3. Les comportements individuels sont difficiles à faire changer ; l'implication des « gens » est fondamentale pour parvenir à un changement ; il ne s'agit pas de faire « pour » les gens mais « avec » eux. S'appuyant sur le fait que les changements individuels peuvent être produits par le biais de l'implication dans une action collective, la santé communautaire met en œuvre une action collective locale. Ainsi, le groupe entier transforme ses normes, et une dynamique de changements peut se mettre en place. » (DGS, Direction Générale de la Santé, 2011).

En 2003, la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle a été identifiée comme une problématique prioritaire.

Au tournant du XXI^e siècle et la lutte contre la traite comme l'assistance à ses victimes, majeure et mineures, ont été incluses comme objets associatifs.

L'association milite contre l'amalgame entre prostitution et traite des êtres humains.

La traite des êtres humains est le fait, en échange d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage, de recruter une personne, de la transporter, de la transférer, de l'héberger ou de l'accueillir, pour la mettre à sa disposition ou à la disposition d'un tiers, même non identifié, afin soit de permettre la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles, d'exploitation de la mendicité, de conditions de travail ou d'hébergement contraires à sa dignité, soit de contraindre cette personne à commettre tout crime ou délit (article 224-4-1 du Code pénal français).

L'association « Le Bus des Femmes » intervient donc dans le champ de la prostitution (majoritairement de rue) et y favorise les processus de travail par lesquels les membres d'une collectivité, géographique ou sociale, conscients de leur appartenance à un même groupe :

1. Réfléchissent et s'expriment en commun sur les problèmes de leur santé,
2. Participent à l'identification des besoins prioritaires ou des comportements néfastes à l'origine de problèmes,

3. Participent activement à la mise en place, au déroulement et à l'évaluation des activités les plus aptes à répondre à ces priorités,
4. Prennent en compte l'organisation des pratiques et des attitudes des groupes sociaux concernés.

LE BUS DES FEMMES intervient selon deux modalités différentes :

- 1- Les tournées réalisées grâce à un bus aménagé sur les lieux de prostitution à Paris et petite couronne (prévention, distribution de matériel de prévention, orientations vers les structures de santé, les associations, le droit commun...)
- 2- L'accompagnement au local : accompagnement social, hébergement administratif, pré-insertion et insertion professionnelle, accompagnement santé, convivialité

La file active de l'association est composée de 3 publics principalement :

- Des prostituées en activité de moins de 55 ans (toutes nationalités, tous genres)
- Des prostituées de plus de 55 ans que nous appelons les « seniors »
- Des prostituées ayant choisi d'intégrer un parcours de sortie de prostitution

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LE BUS DES FEMMES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/12/2024, dont le total est de 1 015 631,92 euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 48 721,67 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période de 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/04/2025 par le conseil d'administration.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 modifié par le règlement 2020-08 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix de l'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivants le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- *Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- *Matériel de transport : 4 à 5 ans
- *Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- *Matériel informatique : 3 ans
- *Mobilier : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Fonds dédiés

Des subventions, contributions financières et du mécénat affectées par des financeurs à des projets définis, qui n'ont pu encore être utilisés à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard, sont comptabilisés en fonds dédiés lorsque la période financée pour l'action est achevée.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite n'a été signé. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,17%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 36,11%
- Table de taux de mortalité : 2%

Le montant de la provision s'élève à 2 755,37 €

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Pour la valorisation du bénévolat, le taux horaire retenu est de 11,88 € de l'heure majoré de charges sociales patronales à hauteur de 13%. En 2024, le bénévolat est valorisé à 55 442,77 €.

Les autres contributions volontaires, qui ont pu être valorisées et comptabilisées, sont composées de matériels de préventions (préservatifs, gels...) et de produits d'hygiène (savons, serviettes hygiéniques, tampons...). Ils sont valorisés à 87 354 €

Faits caractéristique de l'exercice

Procédure de redressement judiciaire

En date du 11 juillet 2019, le Tribunal de Grande Instance de Paris a constaté la cessation de paiement au 4 juillet 2019 et a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de l'association.

En date du 28 mai 2020, le Tribunal de Grande Instance de Paris a arrêté le passif à un total de 141 478,94€ et a validé le plan d'apurement des dettes sur 6 annuités progressives jusqu'en 2026.

En date du 09 novembre 2023, le Tribunal de Grande Instance de Paris a validé la demande de modification du plan d'apurement des dettes tendant à allonger la durée de celui-ci pour le porter à 10 annuités progressives jusqu'en 2030.

Réorganisation du personnel

Suite aux litiges qui opposent l'association à d'anciens salariés, la provision exceptionnelle d'un montant de 160 500 € a été maintenue.

Remplacement du bus

L'association a acquis courant 2024 un nouveau bus financé en totalité par la ville de Paris, la DRDFE et la fondation Monoprix.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Concessions, Brevets et droits similaires				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	30 994			30 994
- Matériel de transport	69 203	185 256		254 459
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 434			12 434
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	46 314		46 314	0
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	158 945	185 256	46 314	297 887
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 723	618		3 342
Immobilisations financières	2 723	618	0	3 342
ACTIF IMMOBILISE	161 668	185 874	46 314	301 229

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Concessions, Brevets et droits similaires				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	20 639	1 261		21 900
- Matériel de transport	67 409	22 717		90 126
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 151	2 230		10 382
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	96 199	26 209	0	122 408
ACTIF IMMOBILISE	96 199	26 209	0	122 408

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 385 463 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 342		3 342
Créances de l'actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	9 895	9 895	
Créances Clients et Comptes rattachés	16 653	16 653	
Personnel et comptes rattachés	1 950	1 950	
Sécurité sociales et autres organisme sociaux	4 310	4 310	
Divers état et autres collectivités publiques	329 000	329 000	
Débiteurs divers	20 314	20 314	
Charges constatées d'avance	-	-	
Total	385 463	382 122	3 342
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
IJSS	338
Total	338

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	6 873							6 873
Report à nouveau	(68 639)	30 335						(38 304)
Excédent ou déficit de l'exercice	30 335	(30 335)		48 722				48 722
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement	208 182					25 207		182 975
Provisions réglementées								
Total	176 751	0		48 722		25 207		200 265

Fonds Dédiés

Variation des fonds dédiés

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSEMENTS		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDIES CORRESPONDANT A DES PROJETS SANS DEPENSEAU COURS DES DEUX DERNIERS EXERCICES
Subventions d'exploitation							
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - 2019	10 000					10 000	10 000
DRDFE - 2023	120 000		22 919			97 081	
FONDATION DECATHLON - 2024		16 731				16 731	
Total	130 000	16 731	22 919			123 812	10 000

Notes sur le bilan

Provisions

Autres Provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	160 500			160 500
Garanties données aux clients				
Pertes sur marchés à terme				
Amendes et pénalités				
Pertes de change				
Pensions et obligations similaires	2 755			2 755
Pour impôts				
Renouvellement des immobilisations				
Gros entretien et grandes révisions				
Charges sociales et fiscales sur congés à payer		9 800		9 800
Autres provisions pour risques et charges				
Total	163 255	9 800	0	173 056
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice:				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 518 499 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunt obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunt (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 080	19 204	5 730	1 146
Dettes fiscales et sociales	163 419	62 722	83 914	16 783
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	329 000	329 000		
Total	518 499	410 926	89 644	17 929
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES	9 518
DETTES PROVIS. PR CONGES A PAYER	14 871
PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	5 482
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PAYER	6 056
ORGANISMES SOCIAUX - CHARGE A PAYER	3 156
FORMATION CONTINUE	1 847
Total	40 931

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	0		
Total	0		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	329 000		
Total	329 000		

Notes sur le compte de résultat

Détail concours publics et subvention octroyées

	Concours publics	Subvention d'exploitation	Subvention d'investissement
Union européenne			
Etat		340 138	
Collectivités territoriales		138 000	
CAF			
Autres			
Total		478 138	

Subventions d'investissement

Subvention	Montant reçu	Montant HT des acquisitions	Cumul reprise début exercice	Quote part virée au résultat de l'exercice	Cumul reprise fin exercice
VILLE DE PARIS - remplacement du bus (2022)	90 000,00				
DRDFE - remplacement du bus (2023)	55 000,00	185 256,00		21 716,12	21 716,12
FONDATION MONOPRIX - remplacement du bus (2023)	25 000,00				
VILLE DE PARIS - remplacement du bus (2023)	15 256,00				
VILLE DE PARIS - mise aux normes electricité (2022)	6 903,00	12 606,78	2 251,71	1 260,67	3 512,38
PARIS HABITAT - mise aux normes electricité (2022)	3 103,14				
VILLE DE PARIS - équipements informatiques et numériques (2022)	11 000,00	6 691,37	3 602,26	2 230,45	5 832,71
DRIHL - équipement et aménagement du local (2022)	5 000,00	3 097,00	3 097,00		3 097,00
DRIHL - équipement et aménagement du local (2023)	5 000,00				0,00
TOTAL	216 262	207 651	8 951	25 207	34 158

L'avoir de 3 103€ reçu de PARIS HABITAT pour financer les travaux de mise aux normes électriques a été comptabilisé en subvention d'investissement.

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	N	N-1
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3	2
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	3	2
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	0	0
Résultat financier	3	2

Résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	137	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	5 548	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 097	
Honoraires RJ	1 891	
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		35 017
RJ gain / dettes fournisseurs		25 207
Subventions d'investissement virées au résultat		
TOTAL	16 672	60 224

Autres informations

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 8 200,80 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Rémunérations allouées aux dirigeants

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	2 755
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	2 755

Autres informations

Tableau des effectifs

	N	N-1
Effectif au 31/12		
Hommes	1	1
Femmes	6	8
Cadres	2	1
Non cadres	5	8

	CDD	CDI
Mouvement de personnel		
Entrées	3	1
Sorties	3	3

Tableau des parties liées

Personne physique ou société intéressée	IMPACT RESULTAT		IMPACT BILAN		Nature
	facturé par le Bus des Femmes	facturé au Bus des Femmes	Dettes	Créances	
Association Alliance pour une Gestion Solidaire		39 620 €	18 002 €		convention de mutualisation de moyens
Association Basiliade		25 000 €			convention d'accompagnement vers l'insertion